

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE SASSENAGE

RÉUNION DU 09 mars 2017

Le neuf mars deux mille dix sept, le conseil municipal de la Ville de SASSENAGE s'est réuni en session ordinaire après convocation légale adressée le 27 février 2017, sous la présidence de Monsieur Christian COIGNÉ, Maire.

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) ayant donné pouvoir : M. Jérôme BOETTI DI CASTANO à M. Daniel d'OLIVIER-QUINTAS - Mme Christine DURAND à Mme Gaëlle BUREL - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Céline MOSCA à Mme Brigitte GALLO - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - Mme Francette GIERCZAK à Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Jérôme GIACHINO à M. Jérôme MERLE - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Séverin BATFROI - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	21
Nombre de votants	:	32

Le Maire ouvre la séance à 19 heures et 5 minutes, et constate que le quorum est atteint : 21 conseillers élus sont présents, 11 élus ont donné un pouvoir à un autre conseiller présent.

Conformément à l'article L.2125-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur Daniel D'OLIVIER - QUINTAS est désigné comme secrétaire de séance.

Le compte rendu de la réunion du Conseil Municipal du 02 février 2017 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur le Maire informe les membres du conseil municipal des décisions municipales qu'il a pris depuis sa dernière réunion en séance, sur le fondement des délégations de l'article L. 2122-22 du code général des collectivités territoriales et de la délibération municipale du 15 avril 2014.

Monsieur Michel BARRIONUEVO pose une question à Monsieur le Maire concernant les décisions n° 2017-015 et n° 2017-021 concernant l'entreprise Duo Vitrierie à Sassenage.

Le Maire y répond en expliquant la situation de risque naturel générant un danger grave et imminent pour cette entreprise, ayant justifié un arrêté municipal pris le 7 février 2017 demandant l'évacuation des lieux pour protéger les biens et les personnes. Le maire a pris

no d'affichage = 24

cet arrêté après avoir consulté les services municipaux et ^{le} cabinet d'avocat spécialisé CDMF.

L'entreprise a fait une requête en référé le 14 février 2017 demandant la suspension de cet arrêté municipal.

La commune de Sassenage a fait appel au même cabinet d'avocat CDMF pour l'assister et la représenter dans cette procédure.

Le juge administratif a pris une ordonnance de référé le 16 février 2017, rejetant cette demande de suspension et confirmant la validité de l'arrêté municipal n° 2017-028.

Puis, le Maire présente une ordonnance de référé rendue par le TGI de Grenoble le 1^{er} mars 2017, ordonnant à l'association Ball-Trap Club Sassenageois d'évacuer un terrain situé chemin des batteries à Sassenage.

Enfin, le Maire informe les conseillers municipaux qu'ils sont tenu, avant le 31 mars 2017, de lui faire part de leur choix pour la tenue d'un bureau de vote à Sassenage au cours des élections présidentielles et législatives 2017.

Puis, l'exposé des questions à l'ordre du jour commence.

1 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES CRÉATION ET SUPPRESSION DE POSTE

Christian COIGNÉ,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment son article 34 précisant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement ;

VU l'avis favorable unanime du Comité Technique en date du 13 février 2017 ;

CONSIDERANT l'ajustement du poste budgétaire dû à la modification des missions d'un personnel communal en raison de contraintes médicales ;

INDIQUE la nécessité de créer un poste à temps non complet (10h/semaine) d'adjoint technique à compter du 01^{er} mars 2017 ;

INDIQUE la nécessité de supprimer un poste à temps non complet (23h12 mn/semaine) d'adjoint technique, lié à la création du poste budgétaire cité ci-dessus à compter du 01^{er} mars 2017 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER la création et la suppression des postes budgétaires citées ci-dessus,

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions

**2 - DGS – SERVICE RESSOURCES HUMAINES
CRÉATIONS DE POSTES NON PERMANENTS D'AGENTS CONTRACTUELS ET LEUR
RÉMUNÉRATION**

Christian COIGNÉ,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et, notamment, son article 3, précisant la possibilité de recrutements temporaires d'agents contractuels sur des emplois non permanents pour faire face à un besoin spécifique ;

VU le décret n° 2015-1912 du 29 décembre 2015 portant diverses dispositions relatives aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU la délibération du conseil municipal du 10 février 2003 adoptant le principe de recrutement de personnels remplaçants ou de personnels saisonniers non titulaires, compte tenu des besoins supplémentaires ponctuels, de remplacements de personnels, ou dans l'attente de recrutements de personnels titulaires, et les rémunérant au 1^{er} échelon du grade correspondant au profil de poste ;

CONSIDÉRANT la nécessité de délibérer annuellement et rendant obsolète la délibération du conseil municipal du 10 février 2003, ci-dessus visée ;

CONSIDÉRANT les besoins de renfort ponctuels de certains services en période de vacances scolaires, pour l'année 2017 ;

INDIQUE la nécessité de créer, ponctuellement, les postes budgétaires suivants :

SERVICE	MISSION	NOMBRE et temps de travail	PERIODE DE VACANCES SCOLAIRES	GRADE DE REFERENCE	ECHELON et INDICE BRUT
Jeunesse	Chantier jeune	64 à temps non complet 20h/semaine	Printemps Eté Automne	Adjoint technique	1 ^{er} échelon, IB 347
Jeunesse	Animation	42 à temps complet	Eté Automne	Adjoint d'animation	1 ^{er} échelon, IB 347
Multi-	Animation	11	Eté	Adjoint	1 ^{er}

sports	ou entretien	2 à temps complet	Automne	d'animation/technique	échelon, IB 347
Enfance	Animation ou entretien Mercredis	18 10 10 4	Eté Automne Hiver Année 2017	Vacataire	Forfait vacation
Piscine	Agent de caisse Entretien Surveillant de baignade Maître nageur	5 1 4 1	Eté	Adjoint technique Idem Adjoint d'animation Educateur territorial des APS	1 ^{er} échelon, IB 347 1 ^{er} échelon, IB 347 1 ^{er} échelon, IB 366
Cuves de Sassenage	Guide	6	Eté	Adjoint d'animation	1 ^{er} échelon, IB 347

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER les créations de postes budgétaires citées ci-dessus, dans la limite des périodes mentionnées.

D'INSCRIRE au budget principal de la Ville de Sassenage les crédits nécessaires, chapitre 012.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

**3 - DGS - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION
COMPTE DE GESTION 2016 – BUDGET PRINCIPAL VILLE**

M'Hamed BENHAROUGA,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1612-12, L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

CONSIDERANT le budget primitif de l'exercice 2016 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des recettes, les bordereaux de mandats et les bordereaux de titres de recettes ;

CONSIDERANT le compte de gestion du Trésorier de Fontaine accompagné des états de développement des comptes de tiers, de l'état de l'actif, de l'état du passif, de l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer ;

CONSIDERANT qu'il a été vérifié que le Trésorier de Fontaine a repris dans ses écritures, le montant de chacun des soldes figurant au bilan de sortie de l'exercice 2016, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui ont été prescrites de passer dans ses écritures ;

CONSIDERANT que toutes les opérations sont régulières et que tous les comptes sont exacts dans leurs résultats ;

CONSIDERANT :

- L'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2016 y compris celles relatives à la journée complémentaire ;
- L'exécution du budget de l'exercice 2016 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires ;
- La comptabilité des valeurs inactives ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

- De déclarer que le compte de gestion de l'exercice 2016, dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité du budget principal de la Ville de Sassenage, visé et certifié conforme par l'ordonnateur n'appelle ni observation, ni réserve de sa part ;
- D'approuver le compte de gestion de 2016 dressé par le Trésorier de Fontaine au titre de la comptabilité du budget principal de la Ville de Sassenage.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p style="text-align: center;">4 - DGS - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION COMPTE ADMINISTRATIF 2016 - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE</p>
--

M'Hamed BENHAROUGA,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1612-12, L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU la délibération du conseil municipal de Sassenage du 9 mars 2017 approuvant le compte de gestion 2016 du Budget Principal de la Ville ;

Après avoir examiné le compte administratif 2016 du Budget Principal de la Ville, et constaté que les résultats des opérations sont identiques à ceux du compte de gestion de Monsieur le Trésorier de Fontaine ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le compte administratif 2016 du Budget Principal de la Ville, tel qu'il est résumé ci-dessous :

		DEPENSES	RECETTES
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	SECTION DE FONCTIONNEMENT	14 706 220,42 €	16 309 192,84 €
	SECTION D'INVESTISSEMENT	4 292 565,42 €	5 746 090,86 €
+			
REPORTS DE L'EXERCICE 2015	Reports en section de fonctionnement (002)		1 959 684,33 €
	Reports en section d'investissement (001)		3 814 488,66 €
=			
TOTAL (réalisations + reports 2015)		18 998 785,84 €	27 829 456,69 €

RESULTAT CUMULÉ DE L'EXERCICE 2016			
	DEPENSES	RECETTES	RESULTAT
SECTION DE FONCTIONNEMENT	14 706 220,42 €	18 268 877,17 €	3 562 656,75 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	4 292 565,42 €	9 560 579,52 €	5 268 014,10 €

DIRE que l'excédent de la section de fonctionnement est de 3 562 656,75 € ;

DIRE que le résultat de la section d'investissement est de 5 268 014,10 € ;

DIRE que les restes à réaliser en 2016 sont les suivants :

RESTES A REALISER				
RESTES REALISER REPORTER 2017	A A EN		DEPENSES	RECETTES
		Section d'investissement	1 156 402,48 €	25 000,00 €

DE CONSTATER les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat de fonctionnement de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes ;

DE RECONNAITRE la sincérité des restes à réaliser ;

DE VOTER ET ARRETER les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Michel BARRIONUEVO intervient.

Le Maire, Christian COIGNÉ sort de la salle de réunion et ne prend pas part au vote.

Le 1^{er} adjoint au Maire, Jérôme MERLE, met cette question au vote du Conseil Municipal.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

*** par VINGT CINQ voix POUR, M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA**

*** SIX ABSTENTION(S), M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD**

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Jérôme BOETTI DI CASTANO entre en séance à 20 h 00.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Christine DURAND à Mme Gaëlle BUREL - Mme Jeannine ANTOINE à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Céline MOSCA à Mme Brigitte GALLO - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - Mme Francette GIERCZAK à Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. Jérôme GIACHINO à M. Jérôme MERLE – M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Séverin BATFROI - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	22
Nombre de votants	:	32

<p align="center">5 - DGS - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION BUDGET PRINCIPAL VILLE - AFFECTATION DES RÉSULTATS 2016</p>

M'Hamed BENHAROUGA,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire M14 ;

VU le compte administratif 2016 de la Commune et le compte de gestion du Trésorier de Fontaine ;

VU les délibérations du conseil municipal du 9 mars 2017 approuvant le compte administratif 2016 et le compte de gestion 2016 du Trésorier de Fontaine ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme suit :

AFFECTATION DU RÉSULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE		
Résultat de fonctionnement		
<u>A - Résultat de l'exercice :</u>		+ 1 602 972,42€
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		
 <u>B - Résultats antérieurs reportés :</u>		+ 1 959 684,33 €
ligne 002 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)		
 C Résultat à affecter :		
1) = A+B (hors restes à réaliser)		
(Si C est négatif, report du déficit ligne 002 ci-dessous)		
Résultat à affecter	Total (C)	+ 3 562 656,75 €
 <u>D - Solde d'exécution d'investissement (précédé de + ou -)</u>		
D 001 (besoin de financement au compte de gestion)		+ 5 268 014,10€
précédé du signe + (excédent) ou - (déficit)		
<u>Résultats antérieurs reportés :</u>		+ 3 814 488,66 €

ligne 001 du compte administratif, précédé du signe + (excédent) ou -(déficit)	
Rappel pour information :	
Solde des restes à réaliser d'investissement : recettes	+ 25 000,00 €
dépenses	- 1 156 402,48€
AFFECTATION (=G+H)	
1) G - Affectation en réserves R 1068 en investissement	1 781 328,38€
2) H - Report en fonctionnement R 002	1 781 328,37€
DÉFICIT REPORTÉ	0,00 €

D'ARRETER les résultats de la section de fonctionnement de la Commune à la clôture de l'exercice 2016,

D'AFFECTER le résultat de fonctionnement comme cité dans le tableau ci-dessus.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Mesdames Christine DURAND et Francette GIERCZAK entrent en séance à 20 h 15.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Jeannine ANTOINE à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Céline MOSCA à Mme Brigitte GALLO - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - M. Jérôme GIACHINO à M. Jérôme MERLE - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Séverin BATFROI - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) excusés : 0

Absent(s) : 0

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	24
Nombre de votants	:	32

6 - DGS - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION
BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2017

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en séance du conseil municipal en date du 2 février 2017 ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le budget primitif de la Ville 2017 comme suit :

FONCTIONNEMENT		
	Dépenses de la section de fonctionnement	Recettes de la section de fonctionnement
VOTE		
CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET	16 680 000,00 €	14 898 671,63 €
	+	+
REPORT		
RESTES A REALISER(R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT	0	0
	<i>(si déficit)</i>	<i>(si excédent)</i>
002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE -BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE		1 781 328,37 €
002 - TOTAL RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		1 781 328,37 €
	=	=
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	16 680 000,00 €	16 680 000,00 €

INVESTISSEMENT		
	Dépenses de la section d'investissement	Recettes de la section d'investissement
VOTE		
CREDITS D'INVESTISSEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	9 493 597,52 €	5 356 985,90 €
+		
REPORT		
RESTES A REALISER(R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT- BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE	1 156 402,48 €	25 000,00 €
	(si déficit)	(si excédent)
001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE - BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE	0,00 €	5 268 014,10 €
001 TOTAL SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	0,00 €	5 268 014,10 €
=		
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	10 650 000,00 €	10 650 000,00 €
=		
TOTAL DU BUDGET	27 330 000,00 €	27 330 000,00 €

Plusieurs membres du Conseil Municipal interviennent successivement :

Michel BARRIONUEVO, Jérôme BOETTI DI CASTANO, Séverin BATFROI, M'Hamed BENHAROUGA, Yannick BELLE, Séverin BATFROI, Christian COIGNÉ.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO – M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'APPROUVER le budget primitif de la Ville 2017 comme il a été présenté ci-dessus.

7 - DGS - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - VOTE DES TAUX

M'Hamed BENHAROUGA,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2311-1 et suivants, L.2321-1 et suivants, L.2331-1 et suivants, R2311-1 et suivants, R2321-1 et suivants, R2331-1 et suivants ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en date du 2 février 2017 ;

CONSIDERANT que les taux des trois taxes locales directes n'ont pas été modifiés en 2016 ;

CONSIDERANT la volonté de la Municipalité de ne pas augmenter les taux afin de ne pas alourdir la pression fiscale sur les foyers sassenageois ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE MAINTENIR les taux des trois taxes communales de Sassenage pour l'année 2017 comme suit :

Taxe d'Habitation (TH)	16.20 %
Taxe sur le Foncier Bâti (TF)	35.77 %
Taxe sur le Foncier non Bâti (TFNB)	68.61 %

Christian COIGNÉ intervient.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

8 - DGS - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION PROVISIONS POUR GARANTIES D'EMPRUNTS

Jérôme MERLE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2252-1 et suivants, D2252-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU la délibération en date du 17 décembre 2008 relative aux provisions pour garanties d'emprunts ;

CONSIDERANT que, dans le cadre d'une gestion prudente des comptes de la Commune, il y a lieu de provisionner les garanties d'emprunts accordées aux bailleurs sociaux dans le

cadre d'aménagements et d'opérations de construction de logements sociaux sur le territoire de la Commune ;

PROPOSE au Conseil Municipal de :

PROVISIONNER à hauteur de 90 222,08 € (montant total des garanties annuelles) pour l'exercice 2017,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6865/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15172/ONV/01/Chapitre 040.

Christian COIGNÉ intervient.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p align="center">9 - DGS - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES SUR EMPRUNTS</p>
--

M'Hamed BENHAROUGA,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2252-1 et suivants, D2252-1 et suivants ;

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 ;

VU l'arrêté du 31 décembre 2013 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable aux communes et établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif ;

CONSIDERANT que, dans le cadre d'une gestion prudente des comptes de la Commune, il y a lieu de provisionner pour risques et charges sur emprunts (budgétaires) dans le cadre des prêts structurés mis en place suite à renégociation ;

PROPOSE au Conseil Municipal de :

PROVISIONNER à hauteur de 1 390 000 € (montant total des intérêts et des pénalités provisionnés) pour l'exercice 2017,

DIRE que les écritures seront les suivantes :

FIN/6865/ONV/01/Chapitre 042

FIN/15112/ONV/01/Chapitre 040.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Jérôme GIACHINO entre en séance à 21 h 00.

A compter de ce moment,

Etaient présents : M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - M. Amédée MATRAIRE - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) ayant donné pouvoir : Mme Jeannine ANTOINE à Mme Sylvie GENIN-LOMIER - Mme Céline MOSCA à Mme Brigitte GALLO - M. Adrien PSILA à M. Amédée MATRAIRE - M. David BUISSON à M. Christian COIGNÉ - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY à M. Séverin BATFROI - Mme Florence PARVY à M. Yannick BELLE - Mme Béatrice HEMARD à M. Pierre-Manuel CHAUVET

Absent(s) excusés :

Absent(s) :

Nombre de conseillers en exercice	:	32
Nombre de conseillers présents	:	25
Nombre de votants	:	32

10 - DGS - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION - SUBVENTIONS 2017

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10, obligeant toute autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant est supérieur à 23 000 euros par an à conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie, définissant l'objet, le montant, les modalités de versement et les conditions d'utilisation de la subvention attribuée ;

VU l'article 1 du décret n°2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

VU la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;

VU le débat d'orientation budgétaire tenu en séance du Conseil Municipal en date du 2 février 2017 ;

VU la délibération du conseil municipal du 9 mars 2017 approuvant le budget primitif principal 2017 de la Ville ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'ADOPTER le programme des subventions communales 2017 pour un montant de :

- 259 479 € aux associations,
- 508 457 € au CCAS de Sassenage,

tel que défini dans le tableau suivant et annexé au budget primitif principal 2017 de la Ville, en section de fonctionnement, au chapitre 65, pour les associations :

Subventions de fonctionnement 2017	
<i>Socioculturelles et diverses</i>	<i>Montant</i>
AIDE ET ACTION EN ISERE	400 €
ACADEMIE DE DANSE CORPS ET GRAPHIE	45 000 €
AMICALE DES DONNEURS DE SANG	300 €
AMICALE DES ANCIENS SAPEURS-POMPIERS	300 €
AMIS DU CHÂTEAU	600 €
ART ET POTERIE MELUSINE	435 €
H.E.A.L.	550 €
ATELIER PHOTOGRAPHIE SASSENAGEOIS	300 €
BANQUE ALIMENTAIRE	500 €
CIE LES BLEUS DE SASSENAGE	300 €
CLUB TEMPS LIBRE	400 €
CONCILIATEURS MEDIATEURS DU DAUPHINE	100 €
CONFRERIE BLEU VERCORS SASSENAGE	2 100 €
ENVIRONNEMENT ET NATURE A SASSENAGE ENS	8 000 €
ESPOIR SASSENAGE	400 €
F.N.A.C.A.	500 €
GROUPE ITALIANISANT DE SASSENAGE	600 €
HYPE IN STYLE	8 600 €
INSTANT ZEN	300 €
LA CITE	14 000 €
LA REINE BLANCHE DE SASSENAGE	300 €
LA ROUTE DE LA SOIE	300 €
LES CHŒURS DE SASSENAGE	400 €
LES CHŒURS EN FÊTE	200 €
LE SOLEIL SE LEVE A L'EST	300 €
LES RESTOS DU CŒUR	400 €
MOZAÏK DU MONDE	300 €
ORCHESTRE HARMONIE DE SASSENAGE	4 000 €
RIGODONS ET TRADITIONS	1 000 €
ROCK IN SASS'	300 €

SASSENAGE ENGLISH FRIENDSHIP	500 €
SASSENAGE PHILATELIE	280 €
SAUVETEURS SECOURISTES	4 000 €
SOCIETE MYCOLOGIQUE DE SASSENAGE	300 €
AMITIES NATURE SASSENAGE	800 €
Total Socioculturelles et diverses	97 065 €
<i>Sportives</i>	<i>Montant</i>
ACCA SAINT HUBERT	450 €
ARCHERS DE L'OVALIE	1 500 €
AROO38	300 €
AS DESCHAUX	400 €
AS FLEMING	400 €
ATHLETIC CLUB SASSENAGEOIS	900 €
AVIRON	500 €
BADMINTON CLUB	1 500 €
BASKET USS	9 000 €
CLUB MONTAGNARD SASSENAGEOIS	800 €
CYCLOTOURISME USS	1 000 €
ECOLE DE PLONGEE SASSENAGEOISE	200 €
FOOTBALL USS	23 500 €
GYMNASTIQUE VOLONTAIRE	3 000 €
JUDO CLUB	7 000 €
KARATE CLUB	2 200 €
KEEP COOL SASSENAGE	400 €
NATATION	10 000 €
OPEX 38	350 €
PETANQUE LOISIRS SASSENAGE	900 €
PLAN D'EAU DE L'OVALIE	900 €
PLONGEE	1 100 €
ROLLER HOCKEY	1 000 €
RSI	10 600 €
TENNIS CLUB	4 700 €
TENNIS DE TABLE	5 500 €
TRUITE SASSENAGE	600 €
TWIRLING BATON	3 180 €
VOLLEY ASS	500 €
Total Sportives	92 380 €
<i>Scolaires</i>	<i>Montant</i>
SCOLAIRE : PROJETS PEDAGOGIQUES	10 000 €
SCOLAIRE : DDEN	150 €
SCOLAIRE : PROJETS CULTURELS	8 884 €
Total Scolaires	19 034 €
<i>Sass'Partage</i>	<i>Montant</i>
SASS'PARTAGE	13 000 €
Total Sass'Partage	13 000 €

TOTAL SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2016	221 479 €
Subventions exceptionnelles	Montant
SASS'PARTAGE	36 000 €
Exceptionnelles non affectées	2 000 €
Total Subventions exceptionnelles	38 000 €
TOTAL GENERAL	259 479 €

D'ADOPTER le programme de répartition des subventions tel que détaillé ci-dessus,

D'INSCRIRE l'ensemble de ces programmes de subventions (associations et CCAS), au budget primitif principal 2017, au chapitre 65.

D'APPROUVER la signature d'une convention d'objectifs avec les bénéficiaires, pour toute subvention supérieure à 23 000 € par an.

Des interventions de membres du Conseil Municipal se succèdent :

Véronique FERRAZZI, Michel BARRIONUEVO, Jérôme BOETTI DI CASTANO, Séverin BATFROI, M'Hamed BENHAROUGA, Michel VENDRA, Daniel D'OLIVIER QUINTAS, Véronique FERRAZZI, Séverin BATFROI, M'Hamed BENHAROUGA, Christian COIGNÉ.

Il est précisé que, afin d'éviter tout conflit d'intérêt,

** concernant la subvention à la Société Mycologique de Sassenage, M. Michel BARRIONUEVO n'a pas pris part au vote ;*

** concernant la subvention à Pétanque Loisirs Sassenage, M. Amédée MATRAIRE n'a pas pris part au vote ;*

** concernant la subvention à Rollers Hockey, Mme Sylvie GENIN-LOMIER n'a pas pris part au vote.*

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés,

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

11 - DGS - PÔLE FINANCES ET PROGRAMMATION – CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UN LOGICIEL D'EXPERTISE ET D'ANALYSE FISCALE SUR LE TERRITOIRE

Jérôme MERLE,

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010,

VU l'article L.5211-4-3 du Code Général des Collectivités Territoriales,

RAPPELLE que la METROPOLE, Grenoble-Alpes-Métropole, souhaite mettre en commun et partager avec ses communes membres, un logiciel d'expertise et d'analyse de la fiscalité des ménages et des professionnels.

Ainsi, la METROPOLE s'est dotée du logiciel OFEAWEB, édité par l'entreprise GFI, et propose de le mettre à disposition des communes membres intéressées.

INDIQUE que l'outil informatique d'expertise et d'analyse de la fiscalité des ménages et des professionnels (observatoire fiscal) intègre pour chaque commune, différentes sources d'informations exploitées à partir de fichiers fournis par la Direction Générale des Finances Publiques et l'INSEE

INDIQUE que l'outil OFEAWEB respecte les exigences de la CNIL et les finalités de traitement autorisées.

INDIQUE que pour avoir accès à cet outil, la Commune de SASSENAGE doit signer une convention de mise à disposition avec la METROPOLE

PRECISE cette convention est conclue pour une durée de 1 an renouvelable tacitement 3 fois par période d'un an.

PRECISE que cet outil est mis à disposition par la METROPOLE gratuitement et que la Commune de SASSENAGE doit s'acquitter d'un droit d'accès annuel auprès de l'éditeur GFI pour un montant de 390 € HT.

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'HABILITER Monsieur le Maire à signer tout document se rapportant à cet outil et notamment la convention de mise à disposition par la METROPOLE du logiciel OFEAWEB.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER cette proposition.

12 - DGS - MÉDIATHÈQUE "L'ELLIPSE" DE SASSENAGE DÉSHÉBAGE ET VENTE DE LIVRES

Michel VENDRA,

VU l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération municipale de Sassenage du 4 juillet 2013 précisant les modalités de désherbage des fonds de la médiathèque l'Ellipse de Sassenage : pilonnage ou don ;

CONSIDERANT qu'il est souhaitable de préciser ces conditions de désherbage des fonds en y intégrant également la possibilité de vente au public à un tarif réduit de certains ouvrages en bon état physique ;

EXPOSE que la médiathèque a pour mission d'offrir des collections riches, variées et à jour, reflet d'une abondante actualité éditoriale. Dans le cadre de leurs missions, les bibliothécaires désherbent régulièrement les fonds en accès libre et **en Réserve**.

Les **documents** à pilonner ont été examinés par les bibliothécaires selon la méthodologie en vigueur dans les bibliothèques de lecture publique qui consiste à croiser des critères de nature diverse :

- Critères d'usage
- Critères intellectuels
- Critères physiques

Les **documents** maintenus en réserve, figurent au catalogue et sont mis à la disposition des usagers sur simple demande de leur part.

Cette opération de tri terminée et les **documents** faisant partie du domaine public ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

- **DE DECIDER** du devenir des **documents** concernés par cette élimination à savoir :
 - Destruction des **documents** en mauvais état.
 - Vente de certains des **documents** en bon état physique.
 - Don de **documents** à l'attention de structures choisies (EHPAD, centre - aéré, hôpitaux, Emmaüs...).
- **DE FIXER** les modalités précises de chacune des propositions :

1) Pilonnage :

- **DE DONNER** son accord sur le désherbage des documents du domaine public et de leur vente au besoin.

Les ouvrages à détruire seront acheminés vers ATHANOR (Centre de traitement des déchets ménagers de l'agglomération grenobloise) pour y être incinérés.
L'acheminement des cartons sera assuré par les services techniques.

Un certificat d'incinération sera demandé par le transporteur pour être remis à la Médiathèque.

Tous les documents à détruire devront porter en page de titre la mention « Annulation » et les numéros d'exemplaire seront enlevés.

2) Vente :

- **DE DECIDER** de la vente de certains livres en bon état physique.

Mme Florence Thronion, Responsable de la médiathèque sera chargée de trouver un lieu et une date pour organiser cette vente. Il est proposé qu'elle se déroule le 20 mai 2017.

Les tarifs proposés seront les suivants :

- Roman & documentaire vert : 0,20 €

- Roman & documentaire jaune :	0,50 €
- Album bleu ou vert :	0,50 €
- Bande-dessinée :	1.00 €
- Livre en Poche (adulte) :	0,50€
- Roman ou documentaire (non illustré) :	1 €
- Beaux livres, livre (adulte) illustré :	4 €
- Dictionnaire, encyclopédie :	4 € (le volume)
-CD	entre 0,50€ et 2€ (suivant si coffret etc)
-Périodiques	0,10€

La vente se fera par l'intermédiaire d'une régie de recettes. La régie de recettes en place à la médiathèque (Mme Roussel Jessica, régisseur) sera ponctuellement étendue à cette opération par décision du maire, conformément à la délibération du 15 avril 2014 lui donnant délégation du Conseil Municipal. La recette recueillie au terme de cette vente permettra l'acquisition de nouveaux ouvrages.

3) Don :

- **DE DECIDER** que les livres non vendus seront donnés dans des structures (Centres aérés, EHPAD, hôpitaux, prisons...)

Tous les documents, vendus, donnés devront porter en page de titre la mention « Annulation » et les N° d'exemplaires seront enlevés.

Suite à chaque vente un état sera transmis à la municipalité par le responsable de la médiathèque précisant le nombre de documents vendus et donnés.

Un état des documents pilonnés sera inclus dans le rapport d'activité annuel de la médiathèque.

Cette opération **de désherbage** devant être effectuée régulièrement au cours de l'année, cette délibération a une validité permanente.

- **D'APPROUVER** les actions et modalités proposées dans le présent rapport pour finaliser cette désaffectation.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, Á L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

<p align="center">13 - DAE – COMMANDE PUBLIQUE SUBVENTION SOLLICITÉE AU TITRE DE LA RÉSERVE PARLEMENTAIRE</p>
--

Amédée MATRAIRE,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 1111-9 et 10 ;

VU le décret n°99 -1060 du 16 décembre 1999 modifié relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement et sa circulaire d'application en date du 19 octobre 2000 ;

CONSIDERANT la nécessité de procéder au remplacement de la chaudière de l'école VERCORS GUÂ vétuste par une chaudière gaz à condensation ;

CONSIDERANT que sous réserve d'éligibilité, ces travaux de remplacement peuvent donner lieu à une subvention au titre de la réserve parlementaire 2017;

CONSIDERANT le plan de financement ci-dessous :

Montant du projet (HT)		
35 000 €	Maîtrise d'œuvre	Sans objet
	Travaux	35 000 €
	TOTAL	35 000 €

PROPOSE au Conseil Municipal :

D'APPROUVER le projet d'investissement ;

DE SOLLICITER la subvention évoquée ci-dessus ;

D'AUTORISER Monsieur le Maire à effectuer toutes démarches utiles à cet effet et notamment à déposer le dossier de demande de subvention et à signer les différents documents afférents.

En réponse à une question de Monsieur Yannick BELLE, Monsieur le Maire précise que cette subvention sera attribuée par Monsieur Michel DESTOT, Député.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

14 - DAE – PÔLE DÉVELOPPEMENT URBAIN DURABLE– ANCIEN BÂTIMENT DE L'OFFICE DU TOURISME- DÉSFFECTATION ET DÉCLASSEMENT DU DOMAINE PUBLIC

Jérôme GIACHINO,

VU l'article L 2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;

VU les dispositions du Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment les articles L 2141-1 et suivants,

CONSIDERANT que la ville de Sassenage est propriétaire de la parcelle cadastrée section AY n°228 sise 4 Place de la Libération, et sur laquelle se situent l'Hôtel de ville ainsi que deux autres bâtiments ;

CONSIDERANT plus précisément que sur ce tènement est implanté le bâtiment anciennement dédié au service de l'Office du Tourisme de Sassenage, tel que figure sur le plan joint à la présente délibération ;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'un bâtiment comprenant un premier niveau d'environ 45 m², et, un second niveau d'environ 45 m²,

CONSIDERANT que dans le cadre du transfert de la compétence tourisme à la Métropole, l'Office du Tourisme de Sassenage a été fermé ;

CONSIDERANT que depuis ce bâtiment est libre de toute occupation, et qu'il n'est plus affecté à l'usage direct du public, ni à l'accomplissement d'une mission de service public ;

CONSIDERANT que dans le cadre de la valorisation de son patrimoine, la ville envisage la mise à disposition ou location dudit bâtiment, et souhaite ainsi l'incorporer dans son domaine privé ;

CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article L.2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques; il convient de constater préalablement sa désaffectation et de prononcer son déclassement afin de l'intégrer au domaine privé de la commune ;

PROPOSE au Conseil Municipal :

DE CONSTATER la désaffectation du bâtiment, ancien Office du Tourisme, situé sur la parcelle cadastrée section AY n°228 au 4 place de la Libération ;

DE PRONONCER son déclassement du domaine public communal ;

D'INTEGRER ledit bâtiment dans le domaine privé de la commune.

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération, À L'UNANIMITÉ des membres présents et représentés

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Jean-Pierre SERRAILLIER,

VU le Code de Construction et de l'Habitation, et plus particulièrement, ses articles L.302-1 et suivants et R.302-1 et suivants ;

VU la délibération du Conseil métropolitain en date du 16 décembre 2016 ayant pour objet l'arrêt du programme local de l'habitat (PLH) 2017-2022 ;

VU le projet de PLH, et notamment le guide de programmation relatif à la commune de Sassenage joint à la présente délibération ;

VU le courrier de Monsieur le Préfet de l'Isère en date du 26 mai 2016 par lequel la commune de Sassenage a été exonérée du prélèvement SRU au titre de l'année 2016 ;

VU le courrier de la Direction Départementale des Territoires relatif à l'article 55 de la loi solidarité et renouvellement urbain en date du 2 février 2017;

CONSIDERANT que le projet de PLH doit être soumis pour avis au vote du conseil municipal de ce jour pour respecter le délai de 2 mois donné aux communes ;

EXPOSE que par délibération du 6 novembre 2015, la Métropole s'est engagée dans l'élaboration du Programme Local de l'Habitat 2017-2022, prenant la suite du PLH 2010-2016, afin d'assurer la continuité des actions de la politique de l'habitat et le service rendu aux habitants de la Métropole.

Partie 1 : le PLH à l'échelle de la Métropole :

Ce quatrième PLH marque une évolution par rapport aux précédents PLH. Fondé sur des ambitions fortes en faveur de la qualité d'habiter et de la réduction des inégalités sociales et territoriales, il s'est construit sur la base des grands objectifs suivants :

- **Un PLH au service des habitants et concerté** : à l'écoute des attentes et des besoins des habitants, privilégiant la dimension qualitative de l'habitat et de l'habiter.
- **Un PLH partenarial** : partagé avec l'ensemble des communes et des acteurs institutionnels, professionnels, associatifs œuvrant dans le domaine du logement, ainsi qu'avec les habitants.
- **Un PLH équilibrant** : fondé sur une répartition des logements et des règles de mixité sociale qui visent un meilleur équilibre social du territoire.
- **Un PLH territorialisé** : décliné de manière précise à l'échelle communale à travers les guides de programmation.
- **Un PLH opérationnel** : adossé à une stratégie foncière et immobilière, traduit dans les outils d'urbanisme des documents de planification en vigueur, et décliné dans 30 actions.

L'année 2016 a été consacrée à l'élaboration du projet de PLH, menée avec l'appui de l'Agence d'Urbanisme de la Région Grenobloise. Cette phase a été construite dans une **démarche partenariale** avec les acteurs de l'habitat et les communes, **concertée avec les habitants** et **coordonnée** avec l'élaboration en cours du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI) de la Métropole, ce dernier devant notamment traduire réglementairement les objectifs du PLH pour permettre leur réalisation future.

Une implication forte des communes a été recherchée tout au long du processus d'élaboration du document. Outre les « ateliers du PLH » et autres groupes de travail techniques et politiques, les communes ont été associées via la **tournee communale politique** organisée d'avril à octobre 2016, pour partager et valider le diagnostic communal, les enjeux et les objectifs proposés à chaque commune, au travers des guides de programmation.

Les acteurs de l'habitat ont été associés via des instances partenariales (ateliers du PLH, groupes focus sur des thématiques particulières) organisées pour débattre du diagnostic, des orientations et des actions du PLH. Les partenaires ont aussi pu faire connaître et partager leurs réflexions et enjeux, notamment par la production de contributions qui ont permis d'alimenter les débats.

Des contributions ont également été produites par le Conseil de Développement et les habitants à travers les groupes constitués pour l'élaboration du PLH (comité d'habitants, panel citoyen PLH/PLUI).

Le projet de PLH est ainsi illustré de paroles d'habitants, dans ses parties « diagnostic » et « orientations » et des propositions issues des contributions sont formalisées dans le programme d'actions.

L'élaboration du projet de PLH s'est également nourrie de la démarche d'évaluation du PLH 2010-2016, lancée en 2015. Basée sur une analyse rétrospective des actions menées, à travers trois études portant sur le pilotage de la politique de l'habitat, l'efficacité des aides financières en matière de production de logements et la qualité architecturale et l'usage des logements construits. Des préconisations formulées à l'issue de cette évaluation ont été reprises dans le programme d'actions.

Le comité de pilotage du PLH, institué par la délibération du 6 novembre 2015 pour porter le projet, s'est réuni à quatre reprises au cours de l'année 2016 pour suivre et valider les différentes étapes de son élaboration.

1. Contenu du PLH

Elaboré conformément aux articles L.302-1 et suivants et R.302-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation, le projet de PLH ci-annexé comporte :

- Un diagnostic territorial sur le fonctionnement du marché local du logement et les conditions d'habitat dans le territoire
- Des orientations politiques en matière d'habitat pour les 6 prochaines années
- Un programme d'actions thématiques regroupant 30 fiches actions pour mettre en œuvre les orientations
- Des guides de programmation présentant pour chacune des 49 communes : le diagnostic, les enjeux et orientations, les objectifs quantitatifs et qualitatifs en matière de production et de réhabilitation de logements, ainsi que les potentiels de projets de logements neufs identifiés sur la durée du PLH.

2. Contexte

Le périmètre de la Métropole a évolué depuis le précédent PLH. Il regroupe, depuis le 1^{er} janvier 2014, 49 communes aux profils et caractéristiques différenciés en matière de population et de logements, générant ainsi une diversité d'enjeux et par conséquent de réponses à apporter aux habitants.

Dans un contexte de reprise de la croissance démographique par rapport à la période précédente, mais qui reste modérée (+0,5% par an), la Métropole se caractérise par une importante mobilité résidentielle interne et un solde migratoire qui reste déficitaire.

Le vieillissement de la population qui se poursuit, la baisse de la taille des ménages, le niveau de la demande sociale qui reste élevé (14 000 demandes actives au 31 décembre

2015), une vacance des logements privés qui a doublé en quelques années, sont autant de facteurs qui conduisent à générer un besoin en logements et en hébergements attractifs et abordables, conséquent et diversifié pour la Métropole.

Par ailleurs, l'évolution des structures familiales et des modes de vie contribuent à une évolution des attentes en matière d'habitat, avec la recherche d'une plus grande modularité et évolutivité des logements, la prise en compte des questions environnementales, énergétiques et de santé, ainsi que des garanties de calme et de tranquillité.

Le territoire Métropolitain est également marqué par des inégalités sociales, avec au cœur de l'agglomération, les quartiers prioritaires du contrat de ville, proposant les logements les plus abordables, qui accueillent une population de plus en plus paupérisée. Malgré une progression de l'offre en logement social sur l'ensemble du territoire métropolitain, les trajectoires résidentielles des ménages les plus modestes restent difficiles en raison du niveau des loyers du logement neuf. De plus, malgré une certaine détente du marché de l'accession et de la location dans l'ancien, le marché de l'immobilier métropolitain, en particulier dans le neuf, demeure structurellement cher et souvent inaccessible aux primo-accédants des couches moyennes modestes.

Représentant 80% des logements de la Métropole, le parc existant public et privé est marqué par un besoin de requalification et de réhabilitation thermique toujours important, croisant des enjeux sociaux, environnementaux, économiques et urbains.

Enfin, dans un contexte de territoire contraint à la fois par sa géographie et par les risques de toute nature, le développement de l'habitat, nécessaire pour répondre à la diversité des besoins de la Métropole, doit s'engager selon un modèle fondé sur le renouvellement urbain et l'évolution des espaces bâtis existants.

En réponse à ces enjeux mis en avant dans le diagnostic, quatre grandes orientations ont été définies pour guider l'action de la Métropole en matière d'habitat pour les six prochaines années. Chacune de ces orientations se traduit par des actions thématiques et les 49 guides de programmation communaux ont été élaborés en lien avec les communes afin d'assurer la mise en œuvre territorialisée du futur PLH.

3. Orientations

3.1 - Placer l'habitant au cœur de la politique de l'habitat

L'objectif de cette première orientation est de centrer l'action sur la qualité du logement et la qualité d'habiter, en prenant en compte les attentes et les usages des habitants dans la conception, la localisation et la diversification des logements afin de répondre aux attentes et parcours résidentiels de tous.

Il s'agit ainsi de rendre l'habitant acteur de son parcours résidentiel en lui offrant une qualité d'information dans le domaine varié de l'habitat, et plus particulièrement en direction des demandeurs de logements sociaux, à travers l'organisation d'un service public d'accueil et d'information métropolitain permettant une plus grande lisibilité de l'offre existante et du parcours d'attribution. La participation des habitants dans leur choix d'habiter par la location active, ou par l'habitat participatif seront également encouragés.

Par ailleurs, le développement de la concertation avec les habitants, premiers bénéficiaires de la politique de l'habitat, constitue une ambition forte de ce projet de PLH, pour être à l'écoute de leurs besoins et attentes des habitants, en les impliquant notamment dans la mise en œuvre et l'évaluation des actions du PLH.

L'engagement prévisionnel de la Métropole pour soutenir cette orientation est estimé à 37,5 K€ en investissement et 230 K€ en fonctionnement sur la durée du PLH.

3.2 - Rendre le parc existant attractif et maintenir un niveau de production suffisant

Cette orientation vise à la fois à agir sur le parc existant pour lutter contre sa déqualification, et à développer une offre nouvelle de logements pour répondre aux besoins des habitants. Cette double ambition apparaît primordiale pour limiter l'évolution d'un parc de logement à deux vitesses, source d'inégalités sociales et spatiales.

Concernant le parc existant, le projet de PLH envisage de conforter la politique de réhabilitation et de requalification des logements publics et privés.

Sur le parc privé, il s'agira de poursuivre la campagne de réhabilitation énergétique Mur Mur 2, avec le traitement de 5 000 logements privés dans des copropriétés de 1945-1975 et l'accompagnement de 5 000 autres logements (autres copropriétés et maisons individuelles). Il s'agira également de traiter 4 copropriétés fragilisées par an, en prévention ou en accompagnement de travaux.

La lutte contre la précarité énergétique, contre la non-décence et l'habitat indigne seront également des axes forts de la politique de réhabilitation.

Sur le parc social, le soutien à la réhabilitation énergétique des logements familiaux sera poursuivi, avec un objectif de réhabilitation de 1 000 logements sociaux par an, ciblés prioritairement dans les quartiers de la politique de la ville et dans les communes qui ont atteint les 25% de logements sociaux.

Le projet de PLH prévoit également la poursuite des projets de renouvellement urbain conventionnés dans le cadre de l'ANRU ainsi que la conduite, en deux phases, du Plan de Sauvegarde sur les copropriétés de l'Arlequin.

Concernant l'offre nouvelle, l'objectif est de maintenir un niveau de production de logements ambitieux pour répondre aux besoins de la population, dans un contexte foncier contraint.

Il s'agira en premier lieu de s'engager dans la lutte contre la vacance, en visant la remise sur le marché de 250 logements privés en moyenne par an. Ce potentiel de production de logements sera mobilisé en priorité pour développer l'offre locative sociale.

En réponse aux besoins en logements, notamment locatifs sociaux, le niveau de production de logements dans le projet de PLH sera ambitieux, de l'ordre de **2 900 logements par an, dont 1 300 logements locatifs sociaux**, permettant de tendre vers un solde migratoire au moins équilibré, réduisant ainsi le phénomène de périurbanisation vers les territoires voisins. Le développement de l'habitat sera priorisé dans les communes en rattrapage SRU et dans les centralités urbaines, conformément aux orientations du SCoT de la Région Urbaine Grenobloise, et s'appuiera sur un modèle de développement orienté davantage vers le renouvellement urbain.

La réalisation de ces objectifs de production de logements s'appuiera sur une logique de programmation concertée à l'échelle de la Métropole, sur une politique foncière et immobilière ciblée, utilisant l'ensemble des outils à disposition et sur un accompagnement renforcé des communes dans la mise en œuvre de leurs projets de construction de logements.

L'engagement prévisionnel de la Métropole pour soutenir cette orientation est estimé à 39,6 M€ en investissement et 5,8 M€ en fonctionnement sur la durée du PLH.

3.3 - Agir sur l'équilibre social du territoire à travers la diversification de l'offre et les orientations d'attribution

A travers cette orientation, la Métropole ambitionne de favoriser la mixité sociale et d'enrayer les logiques de ségrégations qui se sont installées, pour devenir une Métropole plus solidaire.

Cette ambition passe par **le développement de l'offre en logements locatifs sociaux en veillant à sa bonne répartition spatiale, à sa diversité, à son adaptation aux besoins et revenus des ménages.**

Le projet de PLH vise à produire davantage de logements locatifs sociaux familiaux dans les 18 communes en déficit de logements sociaux, soit environ **900 logements sociaux familiaux en moyenne par an**. Cette production se traduira notamment par un confortement de la part des logements sociaux dans les opérations de logements, comprise entre **25 et 35% de PLUS/PLAI** (en fonction du rattrapage à opérer dans les communes), et par le développement d'une offre sociale dans les secteurs pavillonnaires par une densification maîtrisée et organisée. Les secteurs de mixité sociale, emplacements réservés et seuils de déclenchement de la mixité dans les opérations de logements seront précisés dans les documents d'urbanisme, et notamment dans le PLUI en cours d'élaboration.

La diversification de l'offre sera recherchée, notamment en terme de loyer, par la production **d'au moins 35% de PLAI** dans le total des logements sociaux à réaliser pour les communes en rattrapage SRU et par une production contenue de PLS.

Dans les communes ayant déjà atteint les 25% de logements sociaux, la production de logements sociaux familiaux, de l'ordre de **160 logements en moyenne par an**, permettra le renouvellement et la diversification du parc social.

Les communes de moins de 3 500 habitants participeront à l'effort de production de logements sociaux qui permet également de répondre à une demande locale, en produisant de l'ordre de **50 logements locatifs sociaux familiaux en moyenne par an**.

Le développement d'une offre de logements abordables dans le parc existant constitue un axe fort de cette orientation. Il s'agira de promouvoir le conventionnement d'environ 100 logements privés en moyenne par an, ainsi qu'environ 200 logements en acquisitions-amélioration par an par les bailleurs sociaux.

L'encadrement de loyers du parc privé pourra en outre constituer un levier supplémentaire de l'action métropolitaine.

La production de logements en accession sociale à la propriété sera également confortée, en visant un objectif annuel d'environ 100 logements destinés à des ménages aidés sous conditions de ressources.

Le projet de PLH vise aussi à **compléter l'offre en logements spécifiques** par la diversification des réponses aux besoins des personnes âgées et des personnes handicapées, l'adaptation de l'offre existante et l'accompagnement à l'accès au logement des jeunes et des étudiants. Sur ces publics en particulier, un effort en termes d'information des habitants et de coordination des actions entre différents partenaires sera recherché.

Pour ce qui est des personnes en difficulté, dans un contexte où l'offre est jugée suffisante en volume mais en décalage partiel avec la demande qui s'exprime, le projet de PLH vise à adapter l'offre d'hébergement d'insertion en contenant la production nouvelle et en développant l'accompagnement social des ménages dans le logement. La création d'un centre intercommunal d'action sociale dédié à l'hébergement permettra d'apporter des réponses ciblées et métropolitaines aux questions d'hébergement d'insertion.

Les réponses apportées aux gens du voyage s'adapteront à l'évolution des modes de vie et des nouveaux besoins qui apparaissent, notamment en termes de mode d'habitat et de sédentarisation.

Le projet de PLH vise un **meilleur équilibre social du territoire** en agissant sur l'occupation du parc social existant à travers la politique d'attribution. Il conviendra ainsi de prendre en compte les orientations d'attribution des logements sociaux fixées par la Conférence

Intercommunale du Logement de la Métropole au sein de la convention intercommunale d'attribution. Cette convention fixera des objectifs quantifiés et territorialisés d'attribution aux ménages prioritaires.

L'engagement prévisionnel de la Métropole pour soutenir cette orientation est estimé à 47,4 M€ en investissement et 9,8 M€ en fonctionnement sur la durée du PLH.

3.4 - Animer le PLH et évaluer les actions

Politique publique partenariale et transversale par nature, la politique de l'habitat doit être partagée et mobiliser tous les acteurs concernés, sans oublier les habitants, eux-mêmes premiers experts de leur habitat. Le renforcement du pilotage, du partenariat et de l'animation du PLH, à travers l'organisation de scènes d'échanges régulières, constituent des clés de réussite de la mise en œuvre des orientations et des objectifs fixés.

Cette animation en continu de la politique de l'habitat s'appuiera sur un observatoire de l'habitat actualisé, qui permettra de suivre la réalisation des objectifs et actions du PLH pour en évaluer leurs effets et de partager la connaissance et les enjeux de l'habitat avec les partenaires et les habitants.

L'engagement prévisionnel de la Métropole pour soutenir ces quatre grandes orientations sur les six années du PLH est estimé à 87 M€ en investissement, dont environ 72 M€ relevant de la compétence habitat et 17 M€ en fonctionnement, dont environ 8,6 M€ relevant de la compétence habitat.

Conformément au code de la construction et de l'habitation, le projet de PLH arrêté est soumis pour avis aux communes membres de la Métropole et au président de l'Etablissement public du SCoT de la Région Urbaine Grenobloise, qui dispose d'un délai de deux mois pour formuler leur avis. Au vu des avis exprimés, le Conseil métropolitain délibèrera à nouveau au printemps 2017 pour amender au besoin le projet avant de le transmettre au Préfet de Département. Celui-ci soumettra le projet au comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH), qui disposera d'un délai de deux mois pour se prononcer. La Métropole devra délibérer de nouveau à l'automne 2017 pour prendre en compte les éventuelles demandes de modifications formulées par le CRHH. Au terme de cette phase de consultation, prévue fin 2017, le PLH sera proposé au Conseil métropolitain pour approbation définitive.

Partie 2 : Le PLH pour le territoire de Sassenage : avis de la commune.

A la lumière des éléments portés dans le guide de programmation pour la commune de Sassenage, et joint à la présente délibération, la commune dresse les remarques suivantes :

➤ Concernant l'état du parc de logements sociaux sur la commune :

Le guide de programmation fait l'état du parc de logement et de son évolution, il indique un parc de 533 logements locatifs sociaux (LLS), soit 10,98 % au 1^{er} janvier 2015, et 681 logements manquants au titre de la loi SRU. Or, au regard du courrier transmis par la DDT en date du 2 février 2017, la commune dispose au 1^{er} janvier 2016 d'un taux de 11,35 %, soit un stock de 555 LLS et un déficit de 667 logements au regard du taux requis. Dans ce cadre, **la commune demande que ces données puissent être actualisées dans le PLH.**

➤ Concernant les objectifs de programmation et les orientations proposées :

- Il est demandé à ce que la commune privilégie les petites opérations de logements 100 % locatives sociales. Cette notion de petites opérations n'est pas précisée dans le guide, et ni le seuil retenu pour les caractériser. Il est demandé à ce que cette notion soit clairement définie. A ce titre, la commune de Sassenage s'est déjà engagée dans une opération de réalisation d'une opération de 100 % logements sociaux (11 LLS) inscrite au PLH, programme de l'ancienne école des Côtes.

- Produire au moins 35 % de logements locatifs sociaux PLUS/PLAI dans les opérations de logements. Il est précisé que les secteurs de mixité sociale ou les emplacements réservés qui seront inscrits dans le document d'urbanisme préciseront le seuil de déclenchement de cette règle (à partir de 3 logements jusqu'à 10 logements). Ces éléments seront précisés dans le document d'urbanisme.

- Intégrer une offre en logements locatifs sociaux dans le secteur pavillonnaire par une densification maîtrisée et organisée. Une part minimale de 35 % de logements sociaux familiaux PLUS/PLAI sera requise pour toute opération de logements à partir de trois logements sur tout ou partie des secteurs pavillonnaires des communes. Les secteurs pavillonnaires seront précisés dans le document d'urbanisme.

Sur ces deux derniers points, de manière générale, **la commune de Sassenage n'est pas favorable à la production de 35 % de logements sociaux PLUS/PLAI pour toutes les opérations de logements, et comprenant a minima 40 % de PLAI sur son territoire. Cette orientation est de nature à contribuer au déséquilibre des opérations de mixité sociale, et apparaît donc comme un frein à la production de logements.**

La commune attire également l'attention de la Métropole sur l'effet contre productif induit par l'introduction d'une part de 35 % de logements locatifs sociaux à partir de trois logements, notamment pour le secteur pavillonnaire. En effet, cette mesure pourrait contribuer à favoriser la consommation du foncier disponible en incitant les opérateurs à privilégier la réalisation de deux logements au lieu de trois pour des raisons d'équilibre d'opération et de gestion. D'autre part, Cette orientation pose la question de la gestion des logements sociaux en diffus dans de petites opérations, et notamment pour les lotissements et le pavillonnaire. La gestion à terme sera-t-elle supportable pour les bailleurs sociaux tant en investissements humains que financiers, et par les locataires (répercussion sur les charges). Cette question mérite d'être traitée afin d'être anticipée.

Par ailleurs, cette orientation n'est pas adaptée au territoire de la commune de Sassenage qui est composée essentiellement d'un tissu pavillonnaire très dense, et non mutable à ce jour. La commune dispose de peu de gisements fonciers comme l'a montré l'étude menée dans le cadre des travaux du PLUI en cours d'élaboration. Cette orientation devra être travaillée en partenariat étroit avec la commune, comme le mentionne le projet du PLH, pour apprécier son opportunité sur le territoire.

Enfin, **une règle mériterait d'être explicitée** afin d'en garantir une bonne application. Il s'agit de définir la règle précise en matière de logements sociaux à exiger au regard du nombre total de logement

La commune devra se positionner sur cette politique dans une délibération spécifique ultérieure, mais les réserves sur certaines orientations du PLH trouvent d'ores et déjà écho dans la politique d'attribution qui va nous être proposée.

➤ **Concernant les objectifs quantitatifs proposés sur la période 2017-2022 : tableau des objectifs programmés :**

Les objectifs sont la réalisation de 600 logements dont 444 logements sociaux (372 logements sociaux familiaux, 12 logements conventionnés, et 60 logements spécifiques) soit au dessus des objectifs de rattrapage SRU.

Le potentiel de projets identifiés est de 919 logements dont 359 logements sociaux et comprend deux projets structurants (ZAC Portes du Vercors et le projet GLD de la Falaise). Ainsi, les opérations de logement connues à ce jour ne suffiront pas pour réaliser les objectifs définis pour permettre le rattrapage SRU. D'autres projets seront nécessaires pour atteindre cet objectif. Cependant, le potentiel de projets identifiés n'inclut pas les opérations d'acquisition-amélioration par les bailleurs sociaux dans le diffus, le conventionnement des logements, l'action sur le parc privé du centre Bourg de Sassenage pour lequel la Métropole mènera un travail approfondi. Comme indiqué dans la fiche territorialisée, ces opérations viendront donc en complément.

De plus, comme le mentionne le guide de programmation, le territoire de Sassenage est très contraint par les risques. Ainsi, malgré la volonté et l'investissement de la collectivité pour atteindre les objectifs fixés en matière de réalisation de logements sociaux (vente du patrimoine communal, projets urbains, diffus, réhabilitation de logements au profit de bailleurs sociaux), les différents risques naturels et technologiques omniprésents sur son territoire (PPRN, PPRI approuvés, PPRI Drac en cours, TRI, sur-aléa des digues, canalisations de transport de matière dangereuse.) impactent fortement la production de logements, et en conséquence celle des logements sociaux.

Dans ce contexte, par courrier de Monsieur le Préfet de l'Isère en date du 26 mai 2016, la commune de Sassenage a été exonérée du prélèvement SRU, par application extensive des dispositions de l'article L.302-5 alinéa 5 du Code de la construction et de l'habitation, et au motif que plus de 50 % de ses zones urbanisées sont non constructibles, bien que toutes ne soient pas, à ce jour, couvertes par un PPR opposable. Cette décision a été motivée, d'une part, par la nouvelle dynamique de productions de logements sociaux engagée par la commune, et largement entravée par la connaissance nouvelle de l'aléa alors que l'urbanisation vernaculaire s'était réalisée là où le risque était moindre. D'autre part, par la constat que l'évolution de la connaissance a remis en question la constructibilité des zones d'urbanisations futures comprenant un volume important de logements permettant de résorber le déficit en logements sociaux. Enfin, malgré le rôle de facilitateur de la commune, les préemptions de l'Etat dans le diffus réalisées dans le cadre du constat de carence et le conventionnement privé dans l'existant ne permettent pas de rattraper le déficit.

A ce titre, l'appréciation sereine et certaine des objectifs fixés PLH reste difficile, voir impossible, et ce notamment dans l'attente de l'approbation du PPRI Drac.

Après avoir pris connaissance du projet de Programme Local de l'Habitat 2017-2022 et en avoir délibéré, **IL EST PROPOSE AU CONSEIL MUNICIPAL DE :**

- **PRECISER** que la commune de Sassenage poursuivra les efforts déjà engagés depuis plusieurs années en faveur de la mixité sociale, et de la production de logements sociaux dans la limite des contraintes identifiées et impactant fortement son territoire ;
- **PRECISER** que la commune souhaite être accompagnée par la Métropole pour aider à la production de logements ;
- **DEMANDER** à la Métropole de prendre en compte les différentes remarques formulées dans le cadre de la présente délibération sur le projet de Programme Local de l'habitat ;
- **EMETTRE** un avis **défavorable** sur le projet de Programme Local de l'Habitat 2017-2022 tel qu'arrêté par Grenoble-Alpes Métropole.

Des interventions de membres du Conseil Municipal se succèdent :

Pierre-Manuel CHAUVET, Séverin BATFROI, Michel BARRIONUEVO, Séverin BATFROI, Jean-Pierre SERRAILLIER, Yannick BELLE, Christian COIGNÉ

LE CONSEIL MUNICIPAL, après délibération,

* par VINGT SIX voix POUR, M. Christian COIGNÉ - M. Jérôme MERLE - Mme Nathalie BRITES - M. Séverin BATFROI - Mme Christine DURAND - M. Jérôme BOETTI DI CASTANO - Mme Céline MOSCA - M. Amédée MATRAIRE - Mme Amandine AIMONE CHENEVAY - Mme Sylvie GENIN-LOMIER - M. M'Hamed BENHAROUGA - Mme Marie-Frédérique DI RAFFAELE - M. David BUISSON - Mme Assunta ROSIN BEDIN - M. Jean-Pierre SERRAILLIER - Mme Brigitte GALLO - M. Jérôme GIACHINO - M. Jean-Philippe VEAU - Mme Jeannine ANTOINE - M. Daniel D'OLIVIER QUINTAS - Mme Gaëlle BUREL - M. Jean-Pierre RAVETTO - Mme Francette GIERCZAK - M. Michel VENDRA - Mme Marie-Laure FELICI - M. Adrien PSILA

* SIX voix CONTRE, M. Yannick BELLE - Mme Véronique FERRAZZI - M. Michel BARRIONUEVO - Mme Florence PARVY - M. Pierre-Manuel CHAUVET - Mme Béatrice HEMARD

DECIDE,

D'ADOPTER ces propositions.

Le Maire annonce que la prochaine réunion du Conseil Municipal se tiendra le 27 avril 2017.

La séance est close à 22 h 00.

Fait et délibéré à SASSENAGE, les jours, mois et an susdits, et ont signé les membres présents (suivent les signatures).

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME.
SASSENAGE, le 13 mars 2017

Le Maire

Christian COIGNÉ.



Affichage le : 14 mars 2017

n° 24

